

L'IREF fait la distinction entre plusieurs politiques de « rigueur » en Europe

Pour conforter – si besoin était – l'analyse de Jean Yves Naudet, une étude est publiée cette semaine par l'Institut de Recherches Economiques et Fiscales (www.irefeurope.org) dans laquelle Lucas Léger dresse un tableau récapitulatif des politiques, toutes dites « de rigueur » menées par cinq pays européens. Le tableau retient les données suivantes :

- **Baisse des dépenses publiques** : France NON, Espagne OUI (35 milliards d'euros), Irlande OUI (30 milliards), Italie OUI (35 milliards), Angleterre OUI (600 milliards de £ sur 7 ans) ;

- **Baisse des impôts** : France, Espagne, Irlande, Italie, NON, Angleterre OUI (Baisse du taux marginal de 50 à 45 % sur la plus haute tranche de revenus (> 150.000 £ par an) et baisse du taux maximal (bouclier fiscal) de l'imposition de 45 à 40%. Diminution de l'impôt sur les sociétés de 26 à 22% d'ici à 2014) ;

- **Réforme de l'Etat et baisse du nombre des fonctionnaires** : France NON, Espagne OUI (Baisse des budgets des ministères de 26% entre 2012 et 2013), Irlande OUI (nombre de fonctionnaires abaissé de 9% et leurs salaires de 10% en moyenne), Italie OUI (Réforme des retraites des fonctionnaires et libéralisation du marché du travail), Angleterre OUI (suppression de 700.000 postes de fonctionnaires d'ici 2017).

- **Hausse des impôts** : France OUI (25 milliards), Espagne OUI (environ 5 milliards d'euros), Irlande NON (s'est battue pour garder son taux d'impôt sur les sociétés à 12,5%), Italie OUI (augmentation de certaines taxes), Angleterre NON.

L'étude précise également la situation de pays qui ont maîtrisé la crise de leurs finances publiques, comme la Suède (budget en excédent) et diminué leurs impôts (taux d'imposition sur les sociétés ramené de 26 à 22%). La rigueur : pour l'Etat ou pour le contribuable ?